

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JOIN 1922.

BUGDET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1922 (1).

TABLEAU B

Services des Travaux publics

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2) PAR M. GOLENVAUX.

MESSIEURS,

Pour le budget des Services des Travaux Publics, le montant total des crédits sollicités, pour 1922, s'élève :

Pour les dépenses ordinaires à	fr.	84,447,390
Pour les dépenses exceptionnelles à		7,223,900
Total.	fr.	91,671,290

En 1921, les mêmes crédits s'élevaient respectivement à 91,385,700 et 230,500 francs fr. 91,616,200

Soit pour 1922, une augmentation de fr. 55,090

(1) Budget, n° 24^{viii}.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- 1) Les membres de la Commission permanente des Chemins de Fer, Postes, Télégraphes et des Travaux publics : MM. Bertrand, président, Aussele, Bouchery, Brassine, Braun, Cuelenaere, Goetgebuer, Golenvaux, Lemonnier, Moury, Pepin, Poncelet, Robyn, Schaelzen, Uytroever et Van Isacker.
- 2) Six rapporteurs nommés par les Sections : MM. Golenvaux, Bologne, Vanden Eynde, Fieullien, Richard et De Bruycker.

Les dépenses ordinaires se rapportent aux :

a) Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires, employés et gens de service de l'Administration centrale.

Secours, indemnités familiales et de résidence, indemnités pour travaux extraordinaires, honoraires et frais de déplacement des avocats du département, conseiller artistique, comité supérieur de contrôle fr.

2,784,000

b) Administration des Ponts et Chaussées dans les provinces : Affaires générales, congrès, subsides, téléphones, expositions diverses, automobiles, motocyclettes, bicyclettes de service, publication des *Annales des Travaux publics* fr.

746,000

c) Entretien, amélioration, subsides, plantations des routes . 26.000,000

d) Bâtiments civils :

Entretien et amélioration des palais, hôtels et monuments appartenant à l'État, cérémonies et fêtes publiques, chauffage, éclairage, nettoyage, service des eaux, mobiliers, téléphone, impositions, loyers, etc.

4,775,000

e) Casernement des gendarmeries.

Entretien, réparation, renouvellement, ameublement, loyers, réquisition, téléphone

1,709,500

f) Entretien, amélioration, administration, exploitations des canaux, rivières, polders, irrigation de la Campine

14,500,000

g) Entretien ordinaire et extraordinaire, amélioration, administration, boisement des dunes domaniales, des ports, côtes, phares et fanaux

7,500,000

h) Personnel des Ponts et Chaussées, des bâtiments civils et du casernement de la gendarmerie.

Traitements, indemnités mensuelles du personnel, indemnité familiale et de résidence, frais de bureau

25,817,890

i) Traitements de disponibilité. — Pensions et secours. — Dépenses imprévues

645,000

Les dépenses exceptionnelles se rapportent à des travaux d'entretien extraordinaire, à des améliorations, à des études qui n'ont pas un caractère régulier, tels que :

a) Travaux exceptionnels d'entretien, d'amélioration et d'appropriation des palais, hôtels et monuments appartenant à l'État ou loués par lui

2,255,000

b) Construction, appropriation, extension et amélioration, ameublement des locaux du service du casernement des gendarmeries

1,469,000

c) Entretien extraordinaire, études et amélioration de la Meuse

450,000

Cette somme est principalement destinée au renouvellement des portes d'écluses, à l'amélioration des chemins de balage, etc. La

même observation s'applique à la Sambre, au canal de Gand à Ostende, à la Lys, au canal de Mons à Condé, au canal de Pomme-
reuil à Antoing, au canal de Plasschendaële à Nieuport

d) Entretien extraordinaire, études, amélioration de la Sambre	fr 340,000
e) Entretien extraordinaire du canal de Gand à Ostende par Bruges	1,500,000
f) Entretien extraordinaire de la Lys	20,000
g) Entretien extraordinaire du canal de Mons à Condé	60,000
h) Entretien extraordinaire du canal de Pomme- reuil à Antoing.	75,000
i) Entretien extraordinaire du canal de Plasschendaële à Nieuport	475,000
j) Entretien extraordinaire des habitations des agents des voies navigables	800,000
k) Commissions chargées de l'étude des questions relatives à l'aménagement des banlieues d'Anvers et de Gand	75,000
l) Commission chargée d'évaluer les ressources des Flandres et du Brabant en pierre blanche.	4,000

Certains de ces postes figuraient antérieurement au budget extraordinaire.

* * *

En comparant la somme des crédits sollicités par le Département des Travaux Publics en 1922 avec celle obtenue en 1921, on voit une augmentation de 55,090 francs.

Dans le moment actuel, où tous prêchent la compression des dépenses, cette constatation n'est pas sans donner au premier abord quelque inquiétude. Mais je me hâte de dire que l'observateur averti reconnaîtra que la situation est beaucoup plus consolante en examinant la répartition effectuée entre les dépenses ordinaires et les dépenses exceptionnelles.

Les premières, celles d'administration et d'entretien qui se reproduisent annuellement, auxquelles il est si difficile de toucher sans l'inconvénient grave de risquer de nuire à une bonne gestion, ont été sensiblement améliorées. L'on constatera, en effet, qu'elles sont cette année de 7 millions environ, inférieures à celles de l'exercice précédent. Nous félicitons donc le Département d'être, de la sorte, entré dans la voie des économies.

Il est vrai cependant que la somme ainsi épargnée est plus qu'absorbée par les crédits demandés pour faire face à des dépenses exceptionnelles.

Comme on l'a très bien fait remarquer devant le Sénat, l'honorable Ministre des Travaux Publics, la nécessité de ces crédits exceptionnels est une conséquence inéluctable de la guerre, qui pèsera lourdement sur nos premiers budgets dressés après la tourmente.

Ces dépenses destinées à l'exécution de travaux ne rentrant pas dans la catégorie des travaux d'entretien courant, ne peuvent être rangées dans le Budget

extraordinaire. Ils ne constituent pas, en effet, un accroissement de l'outillage du pays, la création d'un nouveau moyen d'enrichissement de la Nation ; mais on ne peut non plus les confondre avec les travaux d'entretien ordinaire, parce qu'ils ne se reproduisent pas normalement, parce qu'ils sont dus à des circonstances exceptionnelles, parce qu'une fois faits, ils ne faut plus les renouveler à moins qu'une nouvelle circonstance d'exception ne se représente.

Nous faisons notre cette distinction soulignée par l'honorable Ministre et concluons par l'émission du vœu qu'il émettra avec nous : Puisqu'une fois faites, ces dépenses ne grèvent plus les budgets futurs, chaque année doit tendre à leur diminution et à leur prompt disparition.

Nous souhaitons que, dès l'exercice prochain, nous ayons à ce sujet pleine satisfaction.

*
* *

Le budget des Travaux Publics a été examiné et voté par le Sénat les 4 et 5 août 1922. Il avait fait l'objet d'un remarquable rapport de l'honorable M. Coppieters, condensant les études approfondies faites dans la Commission des Travaux Publics du Sénat aux séances de laquelle M. le Ministre baron Ruzette assistait.

La Haute Assemblée l'a voté par 69 voix et 37 abstentions. Soumis le 27 avril aux Sections de la Chambre, il a soulevé très peu d'observations et a été admis tel qu'il était présenté par toutes les Sections.

La Commission spéciale, composée de la Commission des Travaux Publics et des Chemins de fer, à laquelle étaient joints les rapporteurs des Sections, réunie le 17 mai, lui a donné un assentiment unanime.

*
* *

L'étude détaillée du budget a donc été faite par le Sénat et le rapport de l'honorable M. Coppieters, si spécialement compétent en la matière, mentionne toutes les questions d'intérêt général qu'il soulève et les traite avec maîtrise. Comme ce document a été mis à la disposition de tous les membres de la Chambre, nous nous dispenserons de revenir sur ces points, nous contentant, pour la facilité des recherches de nos collègues, de résumer et de souligner les suggestions développées.

C'est d'abord la question du recrutement des ingénieurs des Ponts et Chaussées (1) devenue extrêmement difficile ; l'industrie privée offre aux bons techniciens des traitements élevés et nombre d'ingénieurs de nos services ont quitté l'Administration pour y trouver de brillantes situations ; ce qui est plus grave, c'est qu'il ne se présente point, malgré les appels, de candidats pour les remplacer. Il résulte des renseignements nous fournis que le mal s'aggrave.

Le seul remède est l'augmentation des traitements qui doivent être mis en rapport avec la valeur des études et de la préparation exigées pour la formation de ces fonctionnaires d'élite, l'importance des intérêts qui leur sont confiés et les

(1) Sénat, n° 54, pp. 3 à 8.

qualités de direction, d'initiative et de prudence qu'impose l'accomplissement de leur mission.

Le même problème se pose pour les praticiens dépendant des services des Chemins de Fer et pour ceux du Ministère de l'Industrie et du Travail.

Le Gouvernement sera donc amené à régler avec concordance par un nouveau barème la situation des ingénieurs des trois grands corps techniques de l'État, Ponts et Chaussées, Mines et Chemins de Fer. Leur fédération a présenté à ce sujet des propositions raisonnables selon nous, soumises en ce moment à l'examen des trois Départements Ministériels intéressés.

M. le Ministre des Travaux Publics a reconnu devant le Sénat l'insuffisance des traitements payés au personnel technique; il a généreusement commenté lui-même (1) les dangers qu'occasionne pour la bonne administration, la situation existante et a fait cette déclaration qui, espérons-le, sera promptement suivie d'un effet impatientement attendu :

« Je suis depuis assez longtemps déjà en pourparlers avec mes collègues des Chemins de Fer et de l'Industrie et du Travail, pour arrêter en commun un barème que nous ayons chance de faire agréer par le Ministre des Finances et par les Chambres.

« J'espère que nous pourrons aboutir prochainement et demander aux Chambres au cours de la présente session, les crédits nécessaires. »

Sans aucun doute, le Parlement souscrira de bon cœur à ce désir et à cette espérance.

* * *

La limite d'âge pour la retraite des fonctionnaires présente aussi divers problèmes soulevés par le rapport du Sénat (2); elle est à présent réglée par l'arrêté royal du 2 décembre 1921 qui la fixe à 66 ans pour tous les agents des administrations des différents Départements Ministériels, avec faculté de prorogation jusqu'à 68 ans, par décision spéciale, pour les fonctionnaires dont l'État aurait particulièrement intérêt à conserver le concours.

L'honorable M. Coppieters signale avec raison que les ingénieurs des Ponts et Chaussées par suite de la longueur de leurs études ardues et du concours de recrutement postérieur à ces études, n'entrent en fonctions qu'à l'âge d'environ vingt-cinq ans, tout au moins cinq ans après les fonctionnaires de l'ordre administratif. Il suggère de les maintenir dans leur service jusqu'à 68 ans et même jusqu'à 70 lorsqu'il jouissent de la plénitude de leurs facultés.

M. le Ministre Baron Ruzette a longuement traité cette question dans son discours au Sénat du 4 avril dernier (3), soulignant qu'il y a lieu, en même temps, de considérer l'utilité du rajeunissement périodique des cadres pour éviter l'ankylose de l'Administration; il convient aussi de ne pas décourager les éléments jeunes par l'embouteillement prolongé des cadres supérieurs, retardant la marche de l'avancement.

(1) *Ann. Parlementaires*, Sénat p. 506.

(2) Sénat, n° 55 p. 9

(3) *Ann. parlem.*, Sénat, p. 506.

L'honorable Ministre se déclare partisan d'une règle uniforme, de 66 ou 68 ans, la même pour tous.

Personnellement, nous croyons la situation créée par l'arrêté royal précité très sage. Avant cette mesure générale, chaque département ministériel fixait ses propres règles quant à la mise à la retraite de ses agents. Il en résultait de choquantes inégalités de département à département. L'unification a donc été équitable. Mais, comme une telle règle demande quelque souplesse en présence de la valeur exceptionnelle de certains fonctionnaires, nous estimons prudente et de bon effet la mesure qui permet un prolongement de service limité pour les agents extra-méritants.

Les inconvénients résultant de l'entrée, nécessairement tardive, dans la carrière pour les techniciens, doivent avoir une autre compensation que l'allongement de la durée de leurs fonctions; elles sont plutôt un argument de plus pour la justification d'un privilège dans l'octroi des traitements.

* * *

Les conseillers techniques ont été supprimés, ce qui n'empêchera pas en fait la consultation de l'un ou l'autre spécialiste, quand l'examen d'un cas particulier la rendra indispensable. Nous applaudissons cependant au maintien du conseiller artistique du département; sa mission, bien exercée, ne peut être que féconde.

* * *

Le contrat américain (1) est définitivement abandonné dans l'exécution des travaux. Ce procédé de forme défectueuse et très onéreuse a pu se justifier comme moyen de circonstance; il ne sera pas regretté. Les nouvelles entreprises se feront désormais sous le régime normal d'avant-guerre, à forfait, par adjudication publique.

* * *

L'entretien et l'amélioration des routes est prévu par l'octroi d'importants crédits au budget ordinaire des travaux publics et au budget des dépenses extraordinaires. Le premier les porte à 26,000,000 de francs, le second y ajoute 45,000,000.

Nous signalerons, en outre, que le Budget des dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix pour l'exercice 1932, porte, en son article 36, un crédit de 15 millions pour les « Routes et raccordements. Squares et parcs publics dépendant des routes de l'Etat. Ponts et subsides pour semblables ouvrages. Etudes et travaux de reconstruction et réfection. »

Ce crédit est prévu pour assurer le paiement de travaux nécessités par les dégâts causés par l'ennemi en suite de la guerre.

Le montant de la somme sollicitée dans ce but par le Gouvernement a été réduit par la Commission (2) à 11,488,800 francs.

(1) Sénat, n° 54, p. 10.

(2) Chambre des Représentants, n° 266, p. 12.

Il y a donc au total 86 millions prévus par le Gouvernement pour l'amélioration de notre voirie. Bien que nous n'ayions pas à examiner ici les postes du Budget extraordinaire, l'unité du but poursuivi dans les prévisions de dépenses et l'intérêt tout spécial qui s'attache à la question de la bonne réfection des routes dans tout notre pays, justifient pleinement le rapport du Sénat d'avoir donné un classement détaillé par services de routes, suivant le degré d'urgence, de tous les travaux dont l'exécution est prévue.

Nous attirons tout spécialement l'attention de la Chambre sur ce document (1), où chacun pourra puiser d'utiles renseignements sur les entreprises projetées dans nos différentes régions. Nous nous contenterons ici d'en indiquer les tableaux par provinces.

Ces travaux s'élevant à un montant de :

Pour la province d'Anvers	fr.	5,196,000
— — de Brabant		13,509,280
— — de la Flandre occidentale (Bruges)		3,997,000
— — de la Flandre occidentale (Ypres)		7,002,000
— — de la Flandre orientale		9,750,758
— — du Hainaut		7,569,565
— — de Liège		17,418,483
— — du Limbourg		4 540,000
— — du Luxembourg		2,082,000
— — de Namur		7,809,469

*
* *

La Chambre s'est émue de la situation désastreuse dans laquelle se trouvent les carrières de grès (2) de notre pays. Une interpellation récente a fait connaître les inquiétudes que nous inspire cette situation.

Ces industries intéressantes de nos provinces Wallonnes se sont plaintes de la concurrence que leur faisaient les importations de pavés de Suède, alors que le chômage sévissait dans nos contrées.

Voici à titre documentaire le tableau des fournitures faites par les différentes carrières en 1921 :

Pavés de porphyre	385.786 ^{m²}
— quartzite	1.650
— grès belge.	203.843
	<u>591.259^{m²} matériaux belges.</u>
Pavés en granit de Suède.	60.744 ^{m²}
— grès du Luxembourg	5.180
	<u>65.924^{m²} matériaux étrangers.</u>

*
* *

(1) Sénat, n° 54, pp. 11 et 12.

(2) Sénat n° 54 p. 22 et 23.

Le service des automobiles du département a été naguère trouvé trop considérable et trop onéreux.

Nous sommes heureux de constater que sur ce point d'importantes réductions ont été effectuées.

Au lieu de 87 véhicules encore en usage au 1^{er} janvier 1911, il n'y en a plus actuellement que 20 (voitures, voiturettes et camions) mis à la disposition de l'Administration. Le restant a été remis au domaine. (1)

*
* * *

Au cours de l'étude du budget des Travaux Publics, dans les sections de la Chambre diverses questions ont été soulevées auxquelles nous allons nous efforcer de répondre dans la mesure où il est possible de le faire en un rapport à l'élaboration duquel nous n'avons pu disposer du temps nécessaire.

I.

Le Département n'aurait-il pas intérêt de fabriquer en masse des briques, notamment en vue de la construction des habitations ouvrières?

Le service des Travaux n'a aucun rapport avec la Société Nationale des habitations à bon marché. Celle-ci a constitué un Comptoir national où elle a concentré de vastes stocks de matériaux de construction de toutes sortes; à notamment, à sa disposition de grandes quantités de briques.

Le Département des Travaux Publics utilise, en réalité, pour ses services peu de briques; le béton, les moellons et les pierres de tailles sont les matières qu'il emploie principalement. Il n'a donc aucun intérêt à emmagasiner de grandes réserves.

Pendant la guerre, avec une sage prévoyance, le Gouvernement avait fait l'acquisition d'énormes quantités de briques en vue de la reconstitution du pays. Elles ont été liquidées par le Département des Travaux, utilisées par tous les services de l'État et, notamment, ont été employées dans une large mesure à la restauration des régions sinistrées.

D'après nos renseignements, il reste actuellement en stock au dépôt de Malines : 4,226,220 « Klampsteen » et 245.350 « Papensteen ».

Tout le restant des autres stocks à l'exclusion de celui de Malines a été cédé à l'Office des Régions dévastées.

II.

Il est difficile de satisfaire au désir de la Commission, de voir détailler les articles 13 et 14 qui comportent respectivement les crédits nécessaires à l'entretien ordinaire, aux petites améliorations et aux études concernant les canaux et rivières, polders, etc., et les ports, côtes, phares et fanaux.

Ces travaux de pur entretien ont été indiqués au budget, approximativement, selon les bassins fluviaux ou les ports maritimes. Il est impossible de leur donner une précision plus grande. Les réparations, en effet, ne peuvent être calculées à

(1) Sénat n° 54 p. 25 à 27. — *Annales Parlementaires*, Sénat p. 540.

l'avance. On comprendra, notamment, qu'une tempête à la côte, ou la révélation des déficiences découvertes lors des baisses d'eau de nos rivières, sont de nature à dérouter toute prévision, même la mieux établie.

III.

Pour répondre au désir d'un de nos collègues, nous donnons un détail du crédit de 2,225,000 francs prévu au chapitre des dépenses exceptionnelles à l'article 28, pour les Palais, hôtels, édifices et monuments appartenant à l'État ou loués par lui, dont l'entretien est assuré par le Département des Travaux Publics.

Voici le détail de ces travaux exceptionnels d'entretien, d'amélioration et d'appropriation, indiqués par provinces :

Montant
des crédits sollicités.

FLANDRE OCCIDENTALE.

École normale de Bruges.

Renouvellement partiel de la toiture de l'École normale	fr.	50,000
---	-----	--------

FLANDRE ORIENTALE.

Hôtel de M. le Gouverneur de la Flandre Orientale, à Gand.

Complément et remise en état des installations de chauffage de l'hôtel	fr.	45,000
--	-----	--------

PROVINCE DE LIÈGE.

Institut astro-physique de Cointe.

Aménagement de la maison du concierge.	fr.	4,600
--	-----	-------

Tour observatoire de la Baraque Michel.

Réfection	fr.	10,000
-----------	-----	--------

PROVINCE DE NAMUR.

Hôtel du Gouvernement provincial et Direction des contributions, à Namur.

Travaux exceptionnels d'entretien.	fr.	70,000
------------------------------------	-----	--------

Institut agricole de Gembloux.

Renouvellement des installations de sonneries et de téléphonie	fr.	7,000
--	-----	-------

PROVINCE DE HAINAUT.

École normale pour instituteurs, à Mons.

a) Remise en état des latrines et de la salle des bains des élèves	fr.	20,000
b) Remise en état des salles de dessin et de sciences (chimie et projections)		10,000

PROVINCE DE BRABANT.

Palais des Académies.

Renouvellement de certaines parties de toitures en ardoises et des chéneaux en zinc	fr.	60,000
---	-----	--------

Palais de l'Ancienne Cour (Musée moderne).

a) Peinture et restauration des façades de la Cour d'honneur	fr.	50,000
b) Peinture des lanterneaux et réparations	fr.	15,000
c) Réfection des peintures des murs et plafonds des salles d'expositions	fr.	40,000
d) Dérochage de la colonnade de la rotonde d'entrée et peinture du plafond. Restauration des enduits des murs.	fr.	40,000

Palais des Beaux-Arts.

Réfection des peintures des murs et décoration des plafonds	fr.	21,000
---	-----	--------

Bibliothèque Royale.

Réfection des enduits et peinture des murs de façade.	fr.	60,000
---	-----	--------

Conservatoire Royal de Bruxelles.

Modification de l'estrade de la salle des concerts	fr.	30,000
--	-----	--------

Jardin Botanique de l'État.

Reconstruction de deux serres	fr.	190,000
---	-----	---------

Palais de Justice de Bruxelles.

Réfection des façades	fr.	200,000
Remise en état des pavages et trottoirs des rampes vers de la rue des Minimes.	fr.	50,000
Réfection du pavage de la place Poelaert	fr.	65,000
Peinture, en ton bronzé, des grandes portes extérieures.	fr.	5,500
Mise en état de canalisations et appareils de chauffage.	fr.	40,000

Ancien Palais Colonial de Tervueren.

Renouvellement des escaliers en bois autour de l'ancien musée	fr.	15,000
---	-----	--------

Observatoire Royal à Uccle.

a) Remplacement des dômes des coupoles des deux équatoriaux	fr.	21,000
b) Appropriation intérieure de tous les locaux du service administratif	fr.	75,000
c) Entrées de caves-trottoirs	fr.	17,000

Ministère des Affaires étrangères.

Remplacement des 4 chaudières du chauffage central.	fr.	40,000
---	-----	--------

Pavillon Chinois.

Travaux de modifications à l'installation de chauffage et peinture artistique du Pavillon.	fr.	100,000
--	-----	---------

Monument de Waterloo.

Travaux exceptionnels d'entretien à la butte et au piédestal du Lion	fr.	4,500
--	-----	-------

Ruines de l'Abbaye de Villers.

Consolidation des parties les plus menacées des ruines	fr.	100,000
--	-----	---------

Hôtel des Douanes, à Bruxelles.

Modifications aux lanterneaux	fr.	35,000
---	-----	--------

Ministère de la Justice. Hôtel, 61, rue Ducale.

Appropriations	fr.	5,000
--------------------------	-----	-------

Ministère des Finances. Hôtel des Monnaies.

a) Restauration, réfection et modifications diverses, notamment des toitures	fr.	90,000
--	-----	--------

b) Appropriation des locaux du bâtiment principal affectés aux habitations		13,000
--	--	--------

c) Renouvellement des toitures (avec leurs charpentes) des salles du bâtiment d'affinage		50,000
--	--	--------

Laboratoire de chimie et d'oniologie, à Tervueren.

Travaux destinés à la mise des locaux à l'abri des intempéries et des vols	fr.	100,000
--	-----	---------

Ministère des Affaires économiques. Hôtel, 21, rue de la Loi.

Appropriation des locaux	fr.	50,000
------------------------------------	-----	--------

Ministère des Finances. Immeuble, 44, rue de Louvain.

Appropriation des divers bâtiments comprenant l'immeuble, en vue d'y permettre l'installation de certains services du Département des Finances	fr.	50,000
--	-----	--------

Potenie d'Himelghem.

Travaux à effectuer aux bâtiments de la ferme située dans l'enclos du Vleughe, propriété acquise récemment par l'Etat	fr.	15,000
---	-----	--------

Garage des autos.

Travaux d'appropriation à exécuter aux immeubles 28-30, par suite de la désaffectation des immeubles sis aux n ^{os} 32 et 34 de la même rue et affectés au service du garage .	fr.	40,000
---	-----	--------

<i>Imprévus</i>		374,000
---------------------------	--	---------

Total.	fr.	2,255,000
----------------	-----	-----------

IV.

Divers membres ont signalé à notre attention des travaux qu'il était nécessaire d'effectuer ou de réfectionner :

1. La réfection du Canal d'Ypres à l'Yser.

On s'occupe avec la plus grande activité de l'étude de cette entreprise si nécessaire à la restauration des régions dévastées qu'il intéresse.

Un crédit de 3 millions figure à l'article 62 du budget des dépenses recouvrables, pour la remise en état d'exploitation de ce canal.

2. Travaux de Ben-Ahin.

Ces travaux ont été arrêtés forcément par la disparition du contrat américain sous le régime duquel ils avaient été commencés. Les entrepreneurs, malgré les offres de l'Administration, ont refusé d'abord de les continuer à forfait.

On a dû alors se préparer à les mettre en adjudication. C'est alors seulement qu'un des deux entrepreneurs, (auquel s'est dans la suite rallié le second) a consenti à traiter avec le service des Ponts et Chaussée. Cette question est donc actuellement résolue.

3. Canal de Blaton à Ath.

Un crédit de 350,000 francs est porté à l'article 53 du budget des dépenses recouvrables; ce crédit est destiné notamment à la reconstruction des ponts du « Calvaire » et de « Grandglise ».

On a signalé la nécessité du rachat par l'État de ce canal. Les négociations pour la reprise de cette concession ont été interrompues; les exigences de la société concessionnaire ont été jugées inadmissibles.

4. Canal de Charleroi à Bruxelles.

Beaucoup souhaitent que la section de Glabecq soit entamée le plus tôt possible.

C'est là un travail qui dépend du Budget extraordinaire. Des crédits très importants y étant prévus pour la construction des grands travaux de canalisation, intéressant nos bassins houillers, des explications pourront être données lors de la discussion de ce budget.

5. Écluse de la Sambre à Namur.

Ce travail, qui ressort également du Budget extraordinaire, est vivement désiré par la population namuroise. La modification du régime de la Sambre, pour la mise à plus grande section de ses écluses, intéresse le pays tout entier; mais le déplacement en amont de l'écluse de Namur, ajoute à cet intérêt général celui de l'abaissement du plan d'eau dans une bonne partie de la traversée de la ville et partant la disparition de fréquentes inondations souterraines qui souvent rendent inutilisables les caves et les sous-sols, au grand dam de la salubrité publique.

L'honorable Ministre a déclaré qu'il a fait porter ce travail au tout premier rang parmi ceux à exécuter pour l'amélioration de la navigation et du régime des eaux de la Sambre.

6. Reconstruction des ponts détruits sur la Meuse et sur la Sambre.

Ceux qui concernent la direction des routes sont au nombre de trois. M. le Ministre a bien voulu faire les déclarations suivantes :

1° Pont d'Omalus. Le projet de cahier des charges en vue de la reconstruction définitive de cet ouvrage est en élaboration. La chaussée du pont futur permettra le croisement des véhicules et le passage d'une double ligne vicinale.

2° Pont de l'Évêché. Les travaux de reconstruction sont adjugés.

3° Pont de Jambes. Le projet de cahier des charges est en voie d'élaboration ; il comportera d'importants travaux d'aménagement de la grande voirie sur la rive droite du fleuve.

V.

La question de l'unification des tarifs appliqués sur les voies navigables a été soulevée. Elle est du ressort du Ministère des Finances. Nous communiquons à ce Département les notes très intéressantes qui nous ont été transmises à ce sujet.

Il est évident qu'il y a grand intérêt à faire disparaître les anomalies existantes et que de ce chef une augmentation des ressources de l'État est pleinement justifiée.

* *

On nous a demandé aussi si les redevances sur les chemins de halage sont perçues. Ces redevances, très faibles, grevant les riverains pour l'usage de ce domaine privé, sont toujours appliquées et soldées par les intéressés.

VI.

D'aucuns nous ont fait observer que certains postes étaient portés à l'extraordinaire, alors qu'ils devraient figurer plutôt au budget ordinaire.

Comme il ne nous a été donné aucune précision à ce sujet, nous nous contenterons de faire remarquer que cette observation doit avoir sa place lors de l'examen du budget des dépenses extraordinaires. Si l'exactitude du fait est reconnue, il y aura lieu de reporter d'office ces dépenses au budget qui nous occupe en ce moment par voix d'inscription supplémentaire.

* *

Une autre plainte aussi imprécise a vu le jour : un membre a fait grief au Département des Travaux de ce qu'il inscrit les crédits avec légèreté et fantaisie, sans en étudier suffisamment l'import.

Nous signalerons, sans nous prononcer en fait, que la faute serait largement partagée par le Parlement. En examinant et en votant tardivement les budgets de l'État, il rend impossible ou du moins difficile toute prévision bien nette.

La situation normale, dans laquelle nous espérons rentrer avec le dépôt prochain des budgets de 1923, permettra de parer à ces reproches et justifiera alors seulement notre sévérité.

* * *

Il nous a été signalé qu'il y aurait grand intérêt pour le Gouvernement de concentrer, sous la direction d'un service unique de construction des bâtiments dépendant du Ministère des Travaux Publics, tout ce qui concerne l'édification et l'entretien des bâtiments de l'État tant civils que militaires.

C'est une thèse toute différente de celle adoptée récemment, d'une façon malencontreuse selon nous, lorsqu'en 1919 on a transféré aux services du génie, le soin de s'occuper dorénavant des constructions militaires.

Il y a là une réelle anomalie de voir chacun de nos Départements ministériels s'occuper d'une mission pour laquelle leurs services ne sont pas outillés. Nul doute que les finances de l'État n'y trouvent point leur compte.

Sur l'initiative de l'honorable Ministre des Sciences et des Arts, le Conseil des Ministres est actuellement saisi de la question. Nous espérons qu'il la solutionnera rapidement dans le sens de l'unification. En créant de la sorte à côté du service des Ponts et Chaussées (qui s'en tiendrait uniquement aux études que comportent strictement sa dénomination), un service général des bâtiments de l'État avec un cadre de techniciens bien approprié, on réaliserait certainement un grand progrès.

* * *

Un membre nous a fait remarquer que le Département des Travaux n'intervenait plus dans certains entretiens de bâtiments dépendant du Ministère des Sciences et des Arts, ce qui avait amené au budget de ce Ministère des augmentations de crédit. Il y a eu évidemment de ce chef diminution au présent budget.

Il s'agit surtout, pensons-nous, de frais d'entretien des chaufferies.

Le chauffage des locaux appartenant à l'État prend une grande importance au point de vue des crédits sollicités et l'honorable M. Coppieters, dans son rapport (1), s'est appesanti sur ce point.

Le budget extraordinaire renseigne des travaux nouveaux d'installation s'élevant à 744,500 francs.

Comme le service des Bâtiments Civils a dans sa compétence l'étude des projets d'installation, l'exécution des travaux, l'entretien et l'exploitation des systèmes de chaufferie, un contrôle sérieux et expérimenté s'impose.

La Commission du Sénat a proposé (elle a été heureuse de se voir d'accord avec M. le Ministre), que désormais, en vue d'assurer une grande économie et une exploitation plus rationnelle, ce service, sans cesse grandissant, soit confié à la direction d'un ingénieur spécialiste.

VII.

Les surveillants des ponts et chaussées sont des agents de la plus haute utilité et forment un cadre intelligent et dévoué qu'il importe de maintenir dans une

(1) Sénat n° 54, pp. 24 et 25.

bonne situation. Ils constituent la seule autorité administrative qui réside en permanence sur les travaux et de la sorte la seule qui veille avec continuité aux intérêts de l'État toujours très importants dans l'exécution des entreprises.

Personne ne méconnaîtra qu'il est indispensable que le corps technique soit bien dressé et l'honorable M. Coppieters a souligné avec infiniment de raison, dans son rapport, la nécessité de l'institution de cours pratiques nécessaires à leur formation. C'est là une idée que M. le Ministre des Travaux Publics a reconnue très juste et sur laquelle nous attirons avec lui l'attention du Département de l'Industrie et du Travail.

Mais nous serons tous d'accord pour affirmer aussi qu'il est nécessaire de mettre ces modestes collaborateurs de l'œuvre commune à l'abri des tentations si redoutables qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur profession; il faut les maintenir dans un ferme esprit de résistance à la corruption et par conséquent leur assurer un appointement équivalent à leur rôle.

Au Département des Chemins de Fer, le surveillant est à ce point de vue assimilé aux dessinateurs et aux commis dans l'échelle des traitements.

Il n'en est pas de même, dans le domaine des Travaux Publics et les intéressés s'en plaignent vivement. Voici, en effet, un tableau nous transmis qui donne les règles admises pour les augmentations et améliorations de situation, telles qu'elles résultent de l'arrêté royal du 19 juillet 1921.

Commis.

4.100 à 7.700	(9 augmentations biennales de 400 fr.)	commis rédacteur.
8.000 à 9.000	(2 — — 500 fr.)	sous-chef de bureau.
9.500 à 11.000	(3 — — 500 fr.)	chef de bureau.
11.500 à 13.900	(4 — — 600 fr.)	chef de bureau principal.

Surveillants.

4.100 à 5.150	(3 augmentations biennales de 350 fr.)	surveillant adjoint.
5.500 à 6.900	(4 — — 350 fr.)	surveillant de 2 ^{me} classe.
7.250 à 8.650	(4 — — 350 fr.)	surveillant de 1 ^{re} classe.
9.100 à 11.100	(4 — — 500 fr.)	surveillant principal.

Le barème des dessinateurs est sensiblement le même que celui des commis.

On voit là combien la situation des surveillants des Ponts et Chaussées est inférieure à celle des commis et dessinateurs. Leur maximum ne peut être atteint au surplus que par l'obtention du grade de surveillant principal; or les prescriptions réglementaires limitent le nombre de ceux-ci à 20 p. c. de l'effectif complet du personnel du service.

Il faut reconnaître que l'arrêté royal susvisé a rompu avec les règles jusque là suivies et que l'échelle comparative des avancements a défavorisé les surveillants.

Nous ferons à leur propos une observation analogue à celle que nous émettions au sujet des ingénieurs techniciens: Si les commis et dessinateurs peuvent facilement obtenir une nomination définitive dès l'âge de 21 ans, il est loin d'en être de même pour les surveillants. Ceux-ci n'obtiennent, en moyenne, cette nomination que vers l'âge de 31 ans. Généralement, en effet, ces agents doivent avoir acquis

leurs connaissances pratique par un long service dans l'industrie privée; c'est ainsi qu'ils reçoivent la formation nécessaire pour être apte à exercer leurs fonctions.

Par la nature même de sa profession le surveillant est donc fortement handicapé par les deux autres catégories du personnel adjoint auquel il ne serait que juste de l'assimiler entièrement. Tous n'ont-ils pas la même limite d'âge de retraite, soit 66 ans ? Qui ne comprend donc la difficulté pour les agents du service de surveillance d'arriver au maximum de situation ?

A l'appui de cette considération, nous donnons ici un tableau de toutes les promotions de surveillants des Ponts et Chaussées et des bâtiments civils, figurant à l'annuaire.

Promotions issues :	Age moyen lors de l'entrée au service de l'Administration.	Nombre moyen des années de service en qualité de surveillant avant la nomination définitive.
de l'examen de 1898 . . .	27 ans	4 1/2 années
du concours public 1904 . .	24 —	5 1/2 —
Id. 1905 . .	25 —	5 —
Id. 1907 . .	27 —	5 1/2 —
de l'examen de 1911 . . .	27 —	8 1/2 —
du concours de 1913 . . .	24 —	7 —
de l'examen de 1919 . . .	26 —	8 —
	Age moyen d'entrée au service des sept promotions : 25 1/2 ans.	Nombre moyen des années de service, pour les sept promotions, avant la nomination définitive : 6 années.

Nous nous permettons donc d'insister pour que M. le Ministre veuille faire disparaître au plus tôt les anomalies de cette situation. Le Département des Chemins de Fer, Service des Voies et Travaux, a compris cette nécessité : le surveillant y reçoit la compensation que mérite son entrée tardive dans la carrière et l'avantage qu'il apporte à l'État par suite des connaissances et de l'expérience qu'il a dû acquérir pour sa formation préalable. Son traitement d'entrée est fixé à 5,800 fr. ; il y a là une disproportion injustifiée avec les 4,100 francs de début octroyés aux surveillants des Ponts et Chaussées.

* *

Nous eussions voulu également traiter en détail de différentes questions intéressant le traitement et l'avancement du petit personnel des services techniques du Département. Mais le temps mis à notre disposition ne nous le permet pas.

Nous nous contenterons donc de signaler à la bienveillante attention de M. le Ministre les observations que les groupements de ces modestes agents ont émises au sujet des déclarations qu'il a faites devant le Sénat (1).

(1) Sénat. Ann. Parlementaires, p. 507 et 508.

Parmi ces observations nous signalons tout spécialement celles présentées par les cantonniers, les pontiers et éclusiers, les gardes des Ponts et Chaussées.

VIII.

L'honorable Ministre des Travaux Publics a donné au Sénat d'intéressants renseignements au sujet des efforts qu'il a faits et qu'il compte faire cette année pour réaliser des économies en opérant des diminutions de personnel.

Nous croyons utile de les reproduire pour répondre au désir de nombreux membres de cette Chambre.

« Outre la suppression de plusieurs emplois au service des automobiles, j'ai pris déjà quelques mesures pour enrayer l'accroissement du personnel.

« Quatre services spéciaux, créés depuis la guerre, ont été supprimés récemment :

- a) Les deux services spéciaux créés en vue des travaux projetés à Anvers ;
- b) Le service spécial du bassin fluvial de l'Escaut ;
- c) Le service spécial de la Haute-Lys.

Au cours de la présente année, je compte supprimer en outre :

- a) Le service spécial du Haut-Escaut ;
- b) Le service spécial des écluses de Nieuport ;
- c) Le service spécial des endiguements de la Meuse ;
- d) La deuxième direction de la Flandre occidentale.

« Les fonctionnaires et agents devenus ainsi disponibles ont été transférés dans d'autres services où des vacances s'étaient produites. Ainsi on a pu éviter le recrutement de nouveaux agents, de sorte qu'il y a eu des suppressions correspondantes d'emplois.

« De plus, la suppression des services temporaires a permis déjà et permettra encore le congédiement de nombreux agents temporaires, ainsi que de sérieuses économies de gestion. Un des premiers actes administratifs que j'ai posés au Département des Travaux Publics a été d'ajourner *sine die* le concours déjà annoncé pour le recrutement de 75 commis aux écritures.

» En suite d'une meilleure répartition du travail, il n'a pas été nécessaire jusqu'ici de puiser dans la réserve créée par le dernier concours en vue du recrutement de 30 dessinateurs-expéditionnaires.

» Enfin, dans la très grande majorité des cas de vacances d'emplois par suite de mise en disponibilité, démission, retraite ou décès, je me suis abstenu de combler au moyen de nouveaux agents les vides qui s'étaient produits. »

Votre Commission après avoir examiné le projet de Travaux Publics, vous propose à l'unanimité de l'admettre tel qu'il a été adopté par le Sénat.

Le Rapporteur,

FERNAND GOLENVAUX.

Le Président,

LOUIS BERTRAND.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JUNI 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

TABEL B

Diensten van Openbare Werken.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLENVAUX.

MIJNE HEEREN,

Voor de begrooting van Openbare Werken, bedraagt het totaal der aangevraagde credieten voor 1922 :

Voor de gewone uitgaven	fr. 84,447,390
Voor de uitzonderlijke uitgaven	7,223,900
Totaal.	fr. 91,671,290

In 1921, bedroegen die credieten onderscheidenlijk 91 miljoen 385,700 en 230,500 frank

	fr. 91,616,200
--	----------------

Hetzij voor 1922, eene verhooging met	fr. 55,090
---	------------

(1) Begrooting, nr 24^{VIII}.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie van Spoorwegen, Posterijen, Telegrafien en Openbare Werken* : de heeren Bertrand, voorzitter, Anseele, Bouchery, Brassine, Braun, Cuclenaere, Goetgebuer, Golenvaux, Lemonnier, Moury, Pepin, Poncelet, Robyn, Schaetzen, Uytroever en Van Isacker.
- 2) *Zes verslaggevers benoemd door de Afdelingen* : de heeren Golenvaux, Bologne, Vanden Eynde, Fieullien, Richard en De Bruycker.

De gewone uitgaven hebben betrekking op :

a) Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid der ambtenaren, beambten en bedienden van het Hoofdbestuur.

Hulpgelden, gezins- en verblijfsvergoeding, vergoedingen voor buitengewoon werk, honoraria en reiskosten van de advocaten van het Departement, Kunstraad, Hooger Comiteit van Toezicht 2,784,000

b) Beheer van Bruggen en Wegen in de provincies :

Algemeene zaken, congressen, toelagen, telefonen, verschillende tentoonstellingen, dienstautomobielen, -motorrijwielen en rijwielen, uitgave van de *Annales des Travaux Publics* 716,000

c) Onderhoud, verbetering, toelagen, baanbeplantingen 26,000,000

d) Burgerlijke gebouwen.

Onderhoud en verbetering van paleizen, hotels en monumenten toebehoorende aan den Staat, plechtigheden en openbare feesten, licht en vuur, schoonmaak, waterdienst, meubelen, telefoon, belastingen, huur, enz. 4.775,000

e) Kazerneering van de gendarmeries.

Onderhoud, herstelling, vernieuwing, bemeubeling, huur, op-eisching, telefoon. 1,709,500

f) Onderhoud, verbetering, beheer, exploitatie van vaarten, rivieren, polders, bevoeiing der Kempen 14,500,000

g) Gewoon en buitengewoon onderhoud, verbetering, beheer, bebossing van domeinduin, havens, kust, vuurtorens en havenlichten 7,500,000

h) Personeel van Bruggen en Wegen, van de Burgerlijke Gebouwen en van de kazerneering der gendarmeries, jaarwedden, maandelijksche vergoedingen van het personeel, gezins- en verblijfsvergoeding, kantoorkosten 25,817,890

i) Jaarwedden van beschikbaarheid, pensioenen en hulpgelden, onvoorziene uitgaven. 645,000

De uitzonderlijke uitgaven betreffende werken van buitengewoon onderhoud, verbeteringen, studies zonder regelmatig karakter, als daar zijn :

a) Buitengewone werken van onderhoud, verbetering en geschiktmaking van paleizen, hotels en monumenten, toebehoorende aan of gehuurd door den Staat 2,255,000

b) Bouwen, geschiktmaken, uitbreiden en verbeteren, bemeubelen van de lokalen van den dienst van de kazerneering der gendarmeries fr. 1,469,000

c) Buitengewoon onderhoud, studies en verbetering der Maas 450,000

Deze som is hoofdzakelijk bestemd tot vernieuwing van sluisdeuren, verbetering van jaagpaden, enz. Dezelfde opmerking geldt voor de Samber, de vaart Gent-Oostende, de Leie,

de vaart Bergen-Condé, de vaart Pommerœul-Antoing, de vaart Plasschendaele-Nieuwpoort.

d) Buitengewoon onderhoud, studies, verbetering der Samber	fr. 340,000
e) Buitengewoon onderhoud der vaart Gent-Brugge-Oostende	1,500,000
f) Buitengewoon onderhoud der Leie	20,000
g) — — — der vaart Bergen-Condé	60,000
h) — — — — Pommerœul-Antoing	75,000
i) — — — — Plasschendaele-Nieuwpoort.	175,000
j) — — — van de woningen der beambten van de scheepvaartwegen	800,000
k) Commissies belast met de studies betreffende de inrichting van den Antwerpschen en Gentschen omtrek.	75,000
l) Commissie belast met het schatten van de opbrengst van witte steen in de Vlaanderen en in Brabant	4,000

Eenige dezer posten kwamen vroeger voor op de buitengewone begrooting.

*
* *

Als men de som der in 1922 door het Departement van Openbare Werken gevraagde credieten vergelijkt met die van 1921, bevindt men een vermeerdering met 53,090 frank.

Thans dat allen bezuinigingen aanprediken werkt die bevinding wel eenigszins verontrustend. Doch ik verhaast mij te zeggen dat een schrander opmerker zal beseffen dat de toestand veel geruststellender is, wanneer men de verdeeling nagaat tusschen de gewone uitgaven en de uitzonderlijke uitgaven.

De eersten, die van beheer en van onderhoud, die jaarlijks terugkomen, waar zoo moeilijk aan te tornen is, zonder het groot gevaar te schaden aan een goed beheer, zijn merkelyk verbeterd. Men zal inderdaad vaststellen dat ze dit jaar ongeveer 7,000,000 minder bedragen dan het vorig dienstjaar. Wij wenschen dus het Departement geluk er mede, dat het aldus den weg der bezuiniging is ingeslagen.

Het is nochtans waar dat de aldus bespaarde som meer dan opgeslorpt is door de credieten voor uitzonderlijke uitgaven.

Zooals de achtbare Minister van Openbare Werken het heeft doen opmerken in den Senaat, is de noodzakelykheid dier uitzonderlijke credieten een onvermijdelijk gevolg van den oorlog, die zwaar zal wegen op onze eerste begrootingen, opgemaakt na die ramp.

Die uitgaven bestemd voor de uitvoering van werken, die niet behooren tot de categorie van werken van loopend onderhoud, kunnen niet gerangschikt worden in de buitengewone begrooting.

Zij beteekenen immers niet een vermeerdering van 's Lands toerusting, het tot stand brengen van een nieuw middel tot verrijking der Natie; doch

men mag ze ook niet verwarren met werken van gewoon onderhoud, omdat ze niet regelmatig terugkeeren, omdat zij het gevolg zijn van buitengewone omstandigheden, omdat ze, eenmaal uitgevoerd niet meer moeten vernieuwd worden, tenzij ingeval van nieuwe uitzonderingstoestanden.

Wij sluiten ons aan bij dat onderscheid, gemaakt door den achtbaren Minister en besluiten met een wensch, dien hij met ons zal uitspreken : aangezien die uitgaven, eens gedaan, de toekomstige begrootingen niet meer bezwaren, moet elk jaar er toe strekken ze te verminderen en spoedig te doen verdwijnen.

Wij wenschen vanaf het aanstaande dienstjaar, dienaangaande ten volle bevrediging te krijgen.

* * *

De Begrooting van Openbare Werken is op 4 en 5 April van 1922 door den Senaat onderzocht en aangenomen. Een merkwaardig verslag werd er over uitgebracht door den heer Coppieters, die de grondige studies heeft samengevat van de Commissie van Openbare Werken van den Senaat, op de zittingen die Minister baron Ruzette bijwoonde.

De hooge vergadering heeft ze goedgekeurd met 69 stemmen en 39 onthoudingen. Op 27 April onderworpen aan de afdeelingen der Kamer, heeft ze aanleiding gegeven tot zeer weinig opmerkingen en is door alle afdeelingen aangenomen.

De bijzondere Commissie samengesteld uit de Commissie van Openbare Werken en van Spoorwegen, waaraan toegevoegd waren de verslaggevers der Afdeelingen, vergaderd den 17 Mei, heeft haar eenparige instemming betuigd.

* * *

De begrooting is dus omstandig bestudeerd geworden door den Senaat, en het verslag van den achtbaren heer Coppieters, die zoo bijzonder bevoegd is in het vak, vermeldt al de quaësties van algemeen belang en behandelt ze op meesterlijke wijze.

Daar dat stuk ter beschikking van al de Kamerleden gesteld is, zullen wij op die punten niet meer terugkomen, en ons er toe beperken, tot meerder gemak in de opzoekingen van onze collega's, de ontwikkelde gedachten samen te vatten en te onderlijnen.

Vooreerst de quaestie van het aanwerven der Ingenieurs van Bruggen en Wegen (1), die uiterst moeilijk geworden is; de privaatsnijverheid biedt aan de degelijke technici hooge wedden en tal van Ingenieurs hebben het Beheer verlaten, om aldaar schitterende plaatsen te vinden; erger is, dat spijs de oproepen, geen kandidaten te vinden zijn om hen te vervangen. Uit ons verstrekte inlichtingen, blijkt dat de kwaal verergert.

Het eenige redmiddel is verhooging van de jaarwedde, die moet in verhouding gebracht worden tot de waarde der studies en der voorbereiding,

(1) Senaat, nummer 54, bl. 5 tot 8.

vereischt voor de opleiding van dat keurkorps, tot de gewichtigheid der hun toevertrouwde belangen, de hoedanigheden van leiding, initiatief en voorzichtigheid, die noodig zijn voor het vervullen hunner taak.

Hetzelfde vraagstuk wordt gesteld voor de technici van Spoorwegen, en voor die van Arbeid en Nijverheid.

De Regeering zal dus, door een nieuwen wedderooster, den toestand moeten regelen van de Ingenieurs der drie groote technische korpsen van den Staat : Bruggen en Wegen, Mijnen en Spoorwegen. Hun verbond heeft te dien aanzien redelijke voorstellen gedaan, die thans door de drie betrokken Departementen onderzocht worden.

De Minister van Openbare Werken heeft, in den Senaat, erkend dat de wedden van het technisch personeel ontoereikend zijn ; hij heeft zelf (1) de gevaren blootgelegd, voortspruitende voor een goed beheer uit den bestaanden toestand en heeft de volgende verklaring afgelegd, die, naar wij hopen, spoedig zal gevolgd worden door de ongeduldig verwachte uitwerking :

« Sedert geruimen tijd reeds, ben ik in onderhandeling met mijn Collega's » van Spoorwegen en van Arbeid en Nijverheid, om samen een loonrooster op » te maken die kans heeft aangenomen te worden door den Minister van Finan- » ciën en door de Kamers.

» Ik hoop eerstdaags tot één goeden uitslag te geraken en de Kamers in den » loop van dezen zittijd de noodige credieten te vragen. »

Ongetwijfeld zal de Kamer dat verlangen en die hoop goedgunstig tegemoetkomen.

*
* * *

De hoogste leeftijd voor het pensioen der ambtenaren levert ook verschillende vraagstukken op, aangevoerd in het verslag van den Senaat (2); thans is dat geregeld door het Koninklijk besluit van 2 December 1921, waarbij die leeftijd is vastgesteld op 66 jaar voor alle beambten van de verschillende ministerieele departementen, met recht op verlenging op 68 jaar, bij bijzondere beschikking, voor de ambtenaren bij wier medewerking de Staat bijzonder belang zou hebben.

De achtbare Heer Coppieters wijst er te recht op, dat de ingenieurs van Bruggen en Wegen, ten gevolge van hun lange en moeilijke studies en van het vergelijkend examen na die studies, eerst op ongeveer 25 jarigen leeftijd in dienst treden, dat is ten minste vijf jaar na de Bestuursambtenaren. Hij stelt voor, ze in dienst te behouden tot 68 jaar en zelfs tot 70, wanneer zij in bezit blijven van hun volle geestesvermogens.

Minister Baron Ruzette heeft die quaestie breedvoerig behandeld in zijn rede in den Senaat, d. d. 4 April laatstleden (3), er op wijzende dat er terzelfder tijd dient acht gegeven op de regelmatige verjonging der kaders, om de verstarring van het Beheer te voorkomen; de jonge krachten mogen ook

(1) *Handelingen*, Senaat, bl. 506.

(2) Senaat, n^o 53, blz. 9.

(3) *Handelingen*, Senaat, p. 506.

niet ontmoedigd worden door de langdurige versperring der hooge kaders, die de bevordering tegenhouden.

De achtbare Minister verklaart voorstander te zijn van een algemeenen regel, 66 of 68 jaar voor allen zonder onderscheid.

Persoonlijk vinden wij den toestand geschapen door voornoemd Koninklijk Besluit zeer wijs. Vóór dien algemeenen maatregel, bepaalde ieder Departement zijn eigen regelen in zake oppensioenstelling der beambten. Vandaar storende ongelijkheden van het eene departement tot het andere. De eenmaking is dus billijk geweest. Doch, daar dergelijke regeling eenige speling vergt ten aanzien van de buitengewone waarde van sommige ambtenaren, achten wij het een voorzichtigen en nuttigen maatregel, een beperkte dienstverlenging voor de hoogst verdienstelijke ambtenaren toe te laten.

De bezwaren, voortvloeiende uit de noodzakelijk laattijdige indiensttreding der technici vergen een andere vergoeding dan de verlenging van den ambtsduur; ze zijn veeleer een argument te meer voor een bevoorrechtten toestand bij het toekennen der wedden.

* *

De technische raadgevers zijn afgeschaft, wat niet belotten zal dat, in bijzondere gevallen, het raadplegen van de eene of andere specialiteit zal onmisbaar blijven. Wij verheugen ons nochtans in het handhaven van den kunstadviseur van het departement; goed opgevat, moet zijn zending vruchten dragen.

* *

Bij de uitvoering van werken is het Amerikaansch contract (1) voorgoed opgegeven. Die gebrekkige en zeer kostbare werkwijze kon gerechtvaardigd worden als noodmiddel; het zal niet betreurd worden! De nieuwe aannemingen zullen voortaan uitgevoerd worden onder het gewoon vóóroorlogsch stelsel, tegen een som bepaald voor het geheel, bij openbare aanbesteding.

* *

In het onderhoud en het verbeteren der wegen wordt voorzien door het toekennen van belangrijke credieten op de Gewone Begrooting van Openbare Werken en op de Begrooting der uitzonderlijke uitgaven. De eerste brengt die op 26,000,000 frank, de tweede voegt er 45,000,000 frank aan toe.

Wij wijzen er daarenboven op, dat de Begrooting der invorderbare uitgaven, in uitvoering van de Vredestractaten voor het dienstjaar 1922, bij artikel 36 een crediet van 15,000,000 frank behelst voor de « wegen » en verbindingen, squares en openbare parken behoorende bij de Staatsbanen. Bruggen en toelagen voor dergelijke werken. Studies en werken » tot herbouwing en herstelling ».

(1) Senaat n^o 54, bl. 10.

Dit crediet is voorzien, met het oog op de betaling van werken wegens schade veroorzaakt door den vijand tijdens den oorlog.

Het bedrag der door de Regeering hiertoe aangevraagde som, is door de Commissie (1) op 11,488,800 frank gebracht.

Er zijn dus in het geheel 86,000,000 frank door de Regeering voorzien voor de verbetering van onze wegen. Hoewel wij hier de posten der buitengewone Begrooting niet te onderzoeken hebben is het, wegens de eenheid van het doel beoogd in de ramingen der uitgaven, en wegens het heel bijzonder belang van het goed herstel der wegen over geheel ons land, met recht dat het verslag van den Senaat een uitgewerkte rangschikking heeft opgemaakt, volgens de diensten der wegen en volgens den graad van dringendheid, van al de werken waarvan de uitvoering voorzien is.

Wij vestigen inzonderheid de aandacht van de Kamer op dit stuk (2) waar iedereen nuttige inlichtingen zal vinden aangaande de aannemingen in de verschillende deelen van het land. Wij bepalen er ons toe, hier de tabellen per provincie aan te geven.

Die werken bedragen :

Voor de provincie	Antwerpen	.	.	.	fr.	5,196,000
—	—	Brabant	.	.	.	13,309,280
—	—	West-Vlaanderen (Brugge).	.	.	.	3,997,000
—	—	— (Ieperen).	.	.	.	7,002,000
—	—	Oost-Vlaanderen	.	.	.	9,750,758
—	—	Henegouw	.	.	.	7,369,565
—	—	Luik	.	.	.	17,418,483
—	—	Limburg	.	.	.	4,340,000
—	—	Luxemburg.	.	.	.	2,082,000
—	—	Namen	.	.	.	7,809,469

* *

De Kamer heeft zich verontrust over den ellendigen toestand waarin zich den zandsteengroeven (3) van het land bevinden. Onlangs heeft een interpellatie onze bezorgdheid over dien toestand aan het licht gebracht.

Die belangrijke bedrijven onzer Waalsche provincies, hebben zich beklaagd over de mededinging hun aangedaan door den invoer van Zweedsche kasseien, terwijl de werkloosheid woedde in onze gewesten.

Ziehier, bij wijze van documentatie, de tabel der leveringen door de verschillende steengroeven in 1923 :

Kasseien in porfier	.	.	.	385,786 m ²
— in quartziet	.	.	.	1,630
— in Belgische zandsteen	.	.	.	203,843
				591,251 m ² Belgische bouwstoffen.

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers, n^o 266, bl. 12.

(2) Senaat n^o 54, bl. 11 en 12.

(3) Senaat, n^o 54, bl. 22 en 23.

Kasseien in Zweedsch graniet.	60,744 m²
— in Luxembursche zandsteen.	3,180
	<u>63,924 m²</u> Vreemde bouwstoffen.

De dienst der automobielen van het Departement werd onlangs uitgebreid en te kostbaar bevonden.

Wij zijn gelukkig vast te stellen, dat op dat punt belangrijke verminderingen zijn gedaan.

In plaats van 87 rijtuigen, in gebruik op 1ⁿ Januari 1921 zijn er nu nog slechts 20 (rijtuigen, lichte rijtuigen en vrachtwagens) ter beschikking van het Beheer; de overige zijn overgemaakt aan de Domeinen (1).

* * *

Bij het bestudeeren van de begroting van Openbare Werken in de Afdelingen van de Kamer, zijn verschillende quaesties opgeworpen, die wij zullen trachten te beantwoorden, voor zooverre mogelijk in een verslag, waaraan wij den noodigen tijd niet kunnen besteden.

I.

Zou het Departement er geen belang bij hebben groote hoeveelheden baksteen te maken, namelijk met het oog op het bouwen van werkmanswoningen?

De dienst der Werken heeft niets te maken met de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen. Deze heeft een Nationaal verkoopkantoor opgericht, waar zij aanzienlijke voorraden bouw materiaal van allen aard heeft bijeengebracht en beschikt namelijk over groote hoeveelheden baksteen.

Het Departement van Openbare Werken gebruikt feitelijk voor zijn diensten weinig baksteen; beton, breuksteen en hardsteen zijn de bouwstoffen, die het hoofdzakelijk gebruikt. Het heeft er dus geen belang bij groote voorraden op te stapelen.

Onder den oorlog had de Regeering, met een wijs vooruitzicht, ontzaglijke hoeveelheden baksteen aangekocht voor den heropbouw van het land. Zij zijn verkocht door het Departement der Werken, gebruikt door alle Staatsdiensten en namelijk in ruime mate voor den opbouw der verwoeste gewesten.

Volgens onze inlichtingen blijven er thans in voorraad in de opslagplaatsen te Mechelen : 4,226,220 Klampsteen en 245,350 Papensteen.

Al het overige der andere voorraden, met uitsluiting van dien van Mechelen, is afgestaan aan den dienst der Verwoeste Gewesten.

II.

Het is moeilijk aan de verlangens van de Commissie te voldoen, namelijk in bijzonderheden te omschrijven de artikelen 13 en 14 die resp. omvatten

(1) Senaat, n° 54, blz. 25 tot 27. — *Handelingen*, Senaat, blz. 540.

de noodige credieten voor het gewoon onderhoud, de kleine verbeteringen en de studies betreffende vaarten en rivieren, polders, enz., en de havens, kusten, vuurtorens en havenlichten.

Die werken van zuiver onderhoud zijn op de Begrooting bij benadering aangegeven, volgens de stroomgebieden of de zeehavens. Het is onmogelijk ze nader te omschrijven. De herstellingen immers, kunnen niet vooraf berekend worden. Men zal namelijk begrijpen, dat een storm op de kust of het ontdekken van gebreken bij de waterafslatingen op onze rivieren alle raming, ook de best opgemaakte, vrijdelen.

III.

Overeenkomstig het verlangen van een onzer Collega's, geven wij de samenstelling van het crediet van 2,225,000 frank, voorzien in het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven bij art. 28, voor « Paleizen, hotels, gebouwen en monumenten toebehoorende aan of gehuurd door de Staat, waarvan het onderhoud verzekerd wordt door het Departement van Openbare Werken. »

Hier volgt de opgave per provincie dier uitzonderlijke werken van onderhoud, verbetering en geschiktmaking :

Bedrag der
gevraagde credieten.

WEST-VLAANDEREN.

Normaalschool te Brugge.

Gedeeltelijke vernieuwing van het dak der Normaalschool. fr.	50,000
--	--------

OOST-VLAANDEREN.

Hotel van den Gouverneur van Oost-Vlaanderen, te Gent.

Voltooiing en in orde brengen der verwarmingsinrichtingen van het hotel fr.	45,000
---	--------

PROVINCIE LUIK.

Astro-physisch Instituut de Cointe.

Geschiktmaking van de portierswoning fr.	4,600
--	-------

Waarnemingstoren op de Baraque Michel.

Herstelling. fr.	10,000
--------------------------	--------

PROVINCIE NAMEN.

Hotel van het Provinciaal Bestuur en Bestuur der Belastingen, te Namen.

Uitzonderlijke werken van onderhoud fr.	70,000
---	--------

Landbouwinstituut te Gemblours.

Vernieuwing der inrichtingen voor schellen en telefoon fr.	7,000
--	-------

HENEGOUW.*Normaalschool voor onderwijzers, te Bergen.*

a) In orde brengen der privaten en der badzaal voor de leerlingen fr.	20,000
b) In orde brengen der teekenzalen en der zalen voor wetenschappen (scheikunde en projecties). fr.	10,000

BRABANT.*Paleis der Academiën.*

Vernieuwen van sommige gedeelten der leien bedekking en van zinken dakgoten fr.	60,000
---	--------

Paleis van het Oude Hof (Hedendaagsch Museum).

a) Schilderen en herstellen der gevels op de Eerekoer fr.	50,000
b) » van koepeltjes en herstellingen fr.	15,000
c) Herstellen van schilderwerk op muren en zolderingen van de tentoonstellingszalen fr.	40,000
d) Afkappen van buitenvlakken van de zuilen der ingang-rotoude en schilderen der zoldering. Herstellen van muurbepleisteringen fr.	40,000

Paleis van Schoone Kunsten.

Herstellen van schilderwerk op muren en versieren der zolderingen fr.	21,000
---	--------

Koninklijke Bibliotheek.

Herstellen van bepleisteringen en schilderen van de gevelmuren fr.	60,000
--	--------

Koninklijk Conservatorium te Brussel.

Wijziging van het verhoog in de concertzaal fr.	30,000
---	--------

Slaatskruidtuin.

Herbouwen van twee broeikassen fr.	190,000
--	---------

Justitiepaleis te Brussel.

Herstellen der gevels fr.	200,000
In orde brengen der kasseiwerken en stoepen der hel-lingen van de Minimenstraat	80,000

Herstellen van kasseiwerk Poelaertplein	65,000
Bronskleurig schilderen van de groote buitendeuren	5,500
In orde brengen van verwarmingsleidingen en toestellen	40,000

Oud Coloniaal Paleis, te Tervueren.

Vernieuwing der houten trappen rondom het oud Museum fr.	15,000
--	--------

Koninklijke Sterrenwacht, te Ukkel.

a) Vervangen der koepels van beide evenaarsectoren. fr.	21,000
b) Geschiktmaking binnenwerks van al de lokalen van den bestuursdienst	75,000
c) Ingangen van kelders-stoepen	17,000

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Vervangen van vier ketels der centrale verwarming . . fr.	40,000
---	--------

Chineesch Paviljoen.

Wijziging aan de verwarmingsinrichting en kunstschilderwerk aan het Paviljoen fr.	100,000
---	---------

Waterloo-monument.

Uitzonderlijke werken van onderhoud aan den heuvel en aan het voetstuk van den Leeuw fr.	4,500
--	-------

Bouwvallen der Abdij van Villers.

Versterking der meest bouwvallige gedeelten . . . fr.	100,000
---	---------

Gebouwen van den Toldienst, te Brussel.

Wijzigingen aan de koepeltjes fr.	55,000
---	--------

Ministerie van Justitie, Hotel, 61, Hertogstraat.

Geschiktmakingen fr.	5,000
--------------------------------	-------

Ministerie van Financiën. Munt.

a) Herstellingen, verbeteringen en verschillende wijzigingen, namelijk aan de bedakingen fr.	90,000
b) Geschiktmaken van de lokalen van het hoofdgebouw, dienende tot woning fr.	13,000
c) Vernieuwen van de bedakingen (met de dakstoelen) van de zalen van het gebouw voor de loutering fr.	50,000

Laboratorium voor Scheikunde en onialogie te Tervueren.

Werken om de lokalen te beschutten tegen het slecht weder en tegen diefstal fr.	100,000
---	---------

Ministerie van Economische Zaken, Hotel, 21, Wetstraat.

Geschiktmaking der lokalen fr. 50,000

Ministerie van Financiën, Gebouw, 44, Leuvensche Weg.

Geschiktmaking van verschillende gebouwen, om er zekere diensten van het Departement van Financiën onder te brengen. fr. 50,000

Pottenbakkerij van Humelghem.

Werken uit te voeren aan de gebouwen der hoeve, gelegen in de omheining der « Vleughe », onlangs door den Staat aangekocht eigendom fr. 15,000

Bergplaats voor automobielen.

Geschiktmakingswerken, uit te voeren aan de gebouwen 28-30, wegens het buiten gebruik stellen der gebouwen n° 32 en 34 derzelfde straat, gebruikt door den dienst der bergplaats	fr.	40,000
Onvoorzien	fr.	371,000
Totaal fr.		2,255,000

IV.

Verskillende leden hebben onze aandacht gevestigd op de werken die dienden uitgevoerd of hermaakt.

1. Herstel van de vaart van Ieperen naar den Yzer.

Met allen spoed wordt gearbeid aan de studie dezer onderneming die zoo noodig is voor het herstel der verwoeste gewesten.

Een crediet van 3 miljoen staat onder artikel 62 van de begrooting der invorderbare uitgaven, voor het in orde brengen van deze vaart.

2. Werken te Ben-Ahin.

Deze werken moesten noodzakelijk stopgezet worden door het opheffen van het Amerikaansch contract, waaronder ze aangevangen waren. Spijts de voorstellen van het Beheer, hebben de aannemers eerst geweigerd die werken voort te zetten tegen aannemingssom.

Dan heeft men de aanbesteding moeten voorbereiden. Eerst dan heeft een van beide aannemers (waarbij zich later ook de tweede aangesloten heeft) er in toegestemd met den dienst van Bruggen en Wegen te onderhandelen.

Deze quaestie is dus opgelost.

3. Vaart Blaton-Ath.

Een crediet van 350,000 frank is gebracht op artikel 53 van de begrooting

der invorderbare uitgaven; dit crediet moet namelijk dienen voor het herbouwen der bruggen « du Calvaire » en « Grandglise ».

Men heeft gewezen op de noodzakelijkheid van de naasting door den Staat van deze vaart. De onderhandelingen voor de overneming van deze vergunning zijn afgebroken; de eischen van de vergunninghoudende maatschappij waren niet aannemelijk.

Vaart van Charleroi naar Brussel.

Velen wenschen dat aan het vak van Glabecq zoo spoedig mogelijk zou begonnen worden.

Dat werk hangt af van de Buitengewone Begrooting. Zeer belangrijke credieten zijn aldaar voorzien voor het tot stand brengen der groote vaartwerken, in verband met onze koolbekkens, en de noodige uitleg zal bijgevoel kunnen gegeven worden bij de bespreking van die begrooting.

5. Sluis op de Samber, te Namen.

Dit werk, dat insgelijks behoort bij de Buitengewone Begrooting, wordt ten zeerste gewenscht door de Naamsche bevolking. De wijziging van het regiem der Samber, voor het op grooter doorsnede brengen der sluizen, is van belang voor het gansche land; doch wegens de verplaatsing van de sluis te Namen komt daar nog bij het belang van de verlaging van den waterstand in een aanzienlijk gedeelte der stad, en vandaar het verdwijnen van veelvuldige ondergrondse overstromingen, die vaak kelders en benedenverdiepingen onbruikbaar maken, tot groote schade voor de openbare gezondheid.

De achtbare Minister heeft verklaard, dat hij dit werk een allereerste plaats heeft gegeven onder de werken, uit te voeren voor de verbetering van scheepvaart en waterregiem op de Samber.

6. Herbouwen der vernielde bruggen over de Maas en over de Samber.

Er zijn drie bruggen, die het Beheer der wegen aangaan. De heer Minister was zoo goed de volgende verklaringen af te leggen :

1° Brug « d'Omalius ». Het ontwerp van Lastkohier voor den definitieven wederopbouw van dit werk wordt opgemaakt. De steenweg der nieuwe brug zal het kruisen van voertuigen en het leggen van een dubbele buurtspoorlijn mogelijk maken.

2° Brug « de l'Evêché ». De werken tot wederopbouw zijn aanbesteed.

3° Brug van Jambes. Het ontwerp van Lastkohier wordt opgemaakt; daaronder zijn begrepen belangrijke werken tot geschiktmaking der groote wegen op den rechteroever van den stroom.

V.

De kwestie van de eenmaking der tarieven, van kracht op de scheepvaartwegen, werd te berde gebracht. Ze valt onder de bevoegdheid van den Minister van Financiën. Wij deelen aan dit Departement de zeer belangrijke nota's mede, welke ons daarover werden overgemaakt.

Het spreekt van zelf, dat er groot belang bij is de bestaande onregelma-

tigheden te doen verdwijnen en dat uit dien hoofde, een vermeerdering der Staatsinkomsten ten volle gerechtvaardigd is.

* * *

Men heeft ons ook gevraagd, of de rechten op de jaagpaden geïnd worden. Deze zeer geringe belastingen, welke de oeverbewoners treffen wegens gebruik van dat privaat domein, worden steeds toegepast en door de belanghebbenden betaald.

VI.

Sommigen maakten er ons opmerkzaam op, dat zekere posten onder de buitengewone uitgaven ingeschreven waren, terwijl ze eerder op de gewone begrooting zouden moeten voorkomen.

Daar ons dienaangaande geen nadere inlichtingen gegeven werden, achten wij het voldoende er op te wijzen, dat die opmerking behandeld moet worden bij de bespreking van de begrooting der buitengewone uitgaven. Wordt het feit juist bevonden, dan dienen die uitgaven bij wijze van aanvullend artikel ambtshalve teruggebracht te worden onder de begrooting, waarover wij nu handelen.

* * *

Een andere even onduidelijke klacht werd genit : een lid heeft er het Departement der Werken een verwijt van gemaakt, dat het de credieten lichtzinnig en willekeurig inschrijft, zonder het bedrag er van voldoende te onderzoeken.

Wij doen opmerken, zonder daarover uitspraak te doen, dat die fout grootendeels ook door het Parlement zou begaan worden. Door op het laatste oogenblik de Staatsbegrotingen te onderzoeken en er over te stemmen, maakt hetzelfde elke duidelijke en nauwkeurige raming onmogelijk of ten minste moeielijk.

Het dienstjaar is veel te ver gevorderd, wanneer het toekennen der credieten den regelmatigigen gang der diensten mogelijk maakt.

In den normalen toestand, die naar wij hopen weer zal intreden, bij het eerstkomend indienen der begrotingen over 1923, zullen die verwijten kunnen voorkomen worden en dan eerst zal onze strengheid daardoor gebillikt zijn.

* * *

Onze aandacht werd er op gevestigd, dat het zeer voordeelig voor de Regeering zou zijn onder de leiding van een enkelen dienst voor het optrekken van de gebouwen, afhangende van het Ministerie van Openbare Werken, alles samen te brengen wat betrekking heeft op het oprichten en onderhouden van de Staatsgebouwen, zoowel burgerlijke als militaire.

Deze stelling verschilt heelemaal van die, welke, ons dunkens ongelukkiger wijze, onlangs gevolgd werd, toen men in 1919 aan de diensten der genie de taak overgedragen heeft om voortaan te zorgen voor de militaire gebouwen.

Het is werkelijk iets onnatuurlijks, dat ieder onzer ministerieele Departe-

menten zich met een taak belast, waarop de inrichting van zijn diensten niet berekend is. Zulks maakt dan ook ongetwijfeld de rekening niet van de Staatsfinanciën

Op aandringen van den achtbaren Minister van Kunsten en Wetenschappen is de quaestie nu aanhangig bij den Raad der Ministers. Wij hopen dat deze ze spoedig zal oplossen in den zin van de eenmaking. Door aldus naast den dienst van Bruggen en Wegen (die zich enkel en alleen zou bepalen, tot de studies, welke door zijn naam zelf streng genomen aangegeven worden) een algemeenen dienst der Staatsgebouwen in te richten, met een wel aangepast kader van technici, zou men stellig een grooten vooruitgang teweegbrengen.

* * *

Een lid deed ons opmerken, dat het Departement der werken geen aandeel meer heeft in zekere onderhoudswerken van gebouwen afhangende van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen, wat oorzaak was van credietvermeerderingen op de begrooting van dit Ministerie. Daardoor was er natuurlijk vermindering op de onderhavige begrooting.

Bedoeld worden, naar wij meenen, de onderhoudskosten voor verwarmingsinrichtingen.

Het verwarmen der aan den Staat toebehoorende lokalen wordt van groot belang ten aanzien van de aangevraagde credieten en de achtbare heer Coppieters is in zijn verslag (1) bij dit punt langer blijven stilstaan.

De buitengewone begrooting geeft nieuwe inrichtingswerken op, ten bedrage van 711,500 frank.

Daar de dienst der Burgerlijke Gebouwen onder zijn bevoegdheid heeft de studie der inrichtingsontwerpen, de uitvoering der werken, het onderhoud en de exploitatie der verwarmingsstelsels, wordt een ernstig en zakelijk toezicht noodzakelijk.

De Senaatscommissie heeft voorgesteld (ze was gelukkig zich eens te weten met den heer Minister) dat ten einde grootere bezuiniging en een meer doelmatige exploitatie te verkrijgen, deze zich steeds uitbreidende dienst voortaan onder de leiding zou gesteld worden van een ingenieur specialist.

VII.

De opzichters van Bruggen en Wegen zijn hoogst nuttige agenten en vormen een verstandig kader vol toewijding, dat in een goeden toestand dient behouden. Ze zijn het eenig bestuurlijk gezag, dat voortdurend op de werken aanwezig is, en zodoende ook het eenige, dat zonder onderbreking waakt over de steeds zeer belangrijke belangen van den Staat bij de uitvoering der ondernemingen.

Niemand zal de volstrekte noodzakelijkheid loochenen, dat het technisch

(1) Senaat, n° 54, blz. 24 en 25.

korps flink onderlegd zij, en de achtbare heer Coppieters heeft, in zijn verslag, met reden de noodzakelijkheid doen uitkomen van het inrichten van practische leergangen, noodig voor hunne opleiding. Ziedaar een gedachte, die de heer Minister heel juist bevonden heeft en waarop wij met hem de aandacht vestigen van het Departement van Nijverheid en Arbeid.

Maar allen zullen wij het ook eens zijn om te bevestigen, dat het noodig is die nederige medewerkers tot de gemeenschappelijke taak, te vrijwaren tegen de zoo gevaarlijke bekoringen, waaraan zij blootgesteld zijn bij de uitoefening van hun ambt; men moet in hen den geest van verzet tegen omkoopsterij sterk houden en hun bijgevolg een bezoldiging verleen, in verhouding tot hun taak.

Bij het Departement van Spoorwegen is de opzichter in dat verband gelijkgesteld met de teekenaars en de klerken op den wedderooster.

Zoo is het niet bij Openbare Werken, en de belanghebbenden klagen daar bitter over. Ziehier trouwens een ons overgemaakte tabel, die de regels aangeeft, gevolgd voor de verhoogingen en verbeteringen van toestand, zooals ze afgeleid zijn uit het koninklijk besluit van 19 Juli 1921.

Klerken :

4,100 tot 7,700	(9 tweejaarlijksche verhoogingen van 400 fr.)	klerk-opsteller.
8,000 tot 9,000	(2 — — — 500 fr.)	onderbureel- hoofd.
9,500 tot 11,000	(3 — — — 500 fr.)	bureelhoofd.
11,500 tot 13,900	(4 — — — 600 fr.)	eerstaanwend bureelhoofd.

Opzichters :

4,100 tot 5,150	(3 tweejaarlijksche verhoogingen van 350 fr.)	adjunct- opzichter.
5,500 tot 6,900	(4 — — — 350 fr.)	opzichter 2 ^e klas.
7,250 tot 8,650	(4 — — — 350 fr.)	— 1 ^e —
9,100 tot 11,100	(4 — — — 500 fr.)	eerstaanwend opzichter.

Het barema der teekenaars is vrijwel hetzelfde als dat der klerken.

Hieruit ziet men, hoezeer de toestand der opzichters van Bruggen en Wegen lager staat dan die der teekenaars en klerken. Hun maximum kan daarenboven slechts bereikt worden door het verkrijgen van den graad van eerstaanwend opzichter; welnu, de reglementsvoorschriften beperken het getal hiervan tot 20 t. h. van het volledige effectief van het dienstpersoneel.

Men moet toegeven, dat bovenbedoeld koninklijk besluit gebroken heeft met de tot dan toe gevolgde regels en dat de vergelijkende rooster der bevorderingen nadeelig geweest is voor de opzichters.

Te hunnen aanzien maken wij ongeveer dezelfde opmerking als die, welke wij naar voren brachten aangaande de technische ingenieurs: Indien de

klerken en teekenaars gemakkelijk een vaste benoeming kunnen verkrijgen vanaf hun 21 jaar, geldt zulks op verre na niet voor de opzichters. Deze krijgen, door den band, deze benoeming slechts op ongeveer 31 jarigen leeftijd. Inderdaad, over het algemeen moeten deze agenten hun praktische kennis verkregen hebben door een langen dienstdtijd in de privaatsnijverheid; aldus toch krijgen zij de noodige vorming om hun ambt te kunnen uitoefenen.

Uit den aard zelf van zijn ambt wordt derhalve de opzichter grootelijks in het nadeel gesteld bij de twee andere klassen van het toegevoegd personeel, waarmee hij, wat niet meer dan recht is, heelemaal gelijkgesteld zou moeten worden. Hebben allen niet dezelfde leeftijdsgrens voor pensioen, d. i. 66 jaar? Wie begrijpt dan niet de moeilijkheid van de agenten van den toezichtsdienst om aan het maximum van hun toestand te geraken?

Tot staving van deze beschouwing geven wij hier een tabel van al de promoties van opzichters bij Bruggen en Wegen en Burgerlijke gebouwen, zooals ze staat in het Jaarboek.

Promoties in gevolge :	Gemiddelde leeftijd bij het in dienst treden bij het beheer.	Gemiddeld aantal dienstjaren als opzichter vóór de vaste benoeming.
het examen van 1898	27 jaar	4 1/2 jaren
het openbaar vergelijkend examen van 1904.	24 —	5 1/2 —
Id. 1905	25 —	5 —
Id. 1907	27 —	5 1/2 —
het examen van 1911	27 —	8 1/2 —
het vergelijkend examen van 1913	24 —	7 —
het examen van 1919	26 —	8 —
	Gemiddelde leeftijd van indiensttreding der zeven promoties 25 1/2 jaar.	Gemiddeld aantal dienstjaren voor de zeven promoties vóór de vaste benoeming : 6 jaar.

Wij zijn dus zoo vrij er op aan te dringen, dat de heer Minister de onregelmatigheden van dien toestand zoo spoedig mogelijk zou willen opheffen. Het Departement van Spoorwegen, Dienst der Wegen en Werken, heeft die noodzakelijkheid ingezien : de opzichter krijgt er de vergoeding, die hem toekomt wegens zijn laat intreden in de loopbaan en wegens het voordeel, dat hij aan den Staat verschaft door de kennis en de ervaring, die hij vooraf moest opdoen voor zijne vorming. Zijn aanvangswedde is bepaald op 5,800 frank; hierin ligt een ongerechtvaardigde ongelijkheid met de 4,000 fr. aanvangswedde, toegekend aan de agenten van Bruggen en Wegen.

*
* *
*

Gaarne hadden wij eveneens in bijzonderheden verschillende quaesties

behandeld nopens de wedde en de bevordering van het lager personeel der technische diensten van het Departement. Maar de tijd te onzer beschikking gesteld, laat het ons niet toe.

Wij zullen er ons dus mee vergenoegen de welwillende aandacht van den heer Minister te vestigen op de opmerkingen, die de groepeerings van die bescheiden agenten gemaakt hebben betreffende de verklaringen, door hem in den Senaat afgelegd (1).

Daaronder drukken wij inzonderheid op de opmerkingen, voorgebracht door de kantonniërs, de brug- en sluiswachters, de wachters van Bruggen en Wegen.

VIII.

De achtbare Minister van Openbare Werken heeft in den Senaat belangrijke inlichtingen verstrekt inzake de pogingen die hij dit jaar aangewend heeft en nog hoopt aan te wenden om te bezuinigen, door het toepassen van personeelvermindering.

Wij achten het nuttig ze te herhalen om aan den wensch van vele leden dezer Kamer te voldoen.

« Behalve het afschaffen van verschillende betrekkingen bij den dienst » der automobielen, heb ik reeds maatregelen getroffen om de uitbreiding » van het personeel stop te zetten.

» Vier bijzondere diensten, sinds den oorlog ingericht, werden onlangs opgeheven :

a) De twee bijzondere diensten, ingericht met het oog op de te Antwerpen onderworpen werken ;

b) De bijzondere dienst van het stroomgebied der Schelde ;

c) De bijzondere dienst der Boven-Leie.

In den loop van dit jaar denk ik daarenboven nog op te heffen :

a) Den bijzonderen dienst van de Boven-Schelde ;

b) Den bijzonderen dienst der sluizen van Nieuwpoort ;

c) Den bijzonderen dienst der Maasindijkingen ;

d) Het tweede bestuur van West-Vlaanderen.

« De aldus vrijgekomen ambtenaars en beambten werden verplaatst naar andere diensten, waar posten leeg gekomen waren. Aldus werd aanwerving van nieuwe agenten vermeden, zoodat overeenkomstige opheffingen van betrekkingen hebben plaats gehad.

» Daarenboven, door het opheffen der tijdelijke diensten konden reeds en zullen nog vele tijdelijke agenten afgedankt kunnen worden, en zijn ook aanzienlijke bezuinigingen van beheer verwezenlijkt en nog mogelijk. Een mijner eerste bestuursdaden, in het Departement van Openbare Werken, is geweest : het onbepaald uitstellen van het reeds aangekondigde vergelijkend examen voor het aanwerven van 75 klerken.

» Ingevolge een betere verdeeling van het werk is het tot nog toe niet noodig

(1) Senaat, *Handelingen*, bl. 507 en 508.

geweest beroep te doen op de reserve, opgeleverd door het laatste vergelijkend examen voor het aanwerven van 50 teekenaars-kopisten.

Ten slotte, in verreweg de meeste gevallen van leegkomende betrekkingen tengevolge van inbeschikbaarheidstelling, ontslag, pensioen of overlijden, heb ik die plaatsen niet aangevuld door middel van nieuwe agenten ».

Uwe Commissie, na het ontwerp van Openbare Werken onderzocht te hebben, stelt u met eenparigheid van stemmen voor hetzelfde goed te keuren, zooals het door den Senaat aangenomen werd.

De Verslaggever,

FERNAND GOLENVAUX.

De Voorzitter,

LOUIS BERTRAND.

